

En février dernier, le Forum sur la cohabitation en production porcine réunissait producteurs, intervenants municipaux, chercheurs et autres intéressés par la question. Voici quelques faits saillants d'une rencontre passionnante.

La cohabitation, c'est faisable!



>> Hubert Brochard, agronome et journaliste

Où en sont les rapports entre les producteurs de porcs, la population rurale et les autorités municipales? Le Forum sur la cohabitation en production porcine, tenu à Drummondville le 19 février dernier, a répondu et fait quelques suggestions. Cette initiative était organisée par le Comité production porcine du Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ), en collaboration avec la Fédération québécoise des municipalités (FQM). Stéphane P. Lemay, ingénieur et chercheur en génie agro-environnemental à l'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement (IRDA), présidait ce forum.

Jules Brière, avocat chez Lavery, de Billy, a d'abord rappelé que « les citoyens voisins des agriculteurs doivent respecter l'agriculture et connaître ses contraintes », comme l'a fait le rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ). En 2000, M^e Brière a conseillé le gouvernement du Québec sur la protection des activités agricoles et, en 1994, il a supervisé un comité poursuivant le travail amorcé en 1993 par Bernard Ouimet sur l'harmonisation des activités agricoles et non agricoles. « L'intégration des paliers régional et municipal dans les mécanismes de concertation semble difficile, remarque M^e Brière. Devra-t-on revenir à un modèle décisionnel gouvernemental et unique? »

Comment ça se passe en France?

Pour démystifier la pollution due à la production porcine, le chef de l'unité de recherche en « Gestion environnementale et traitement biologique des déchets » au Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et forêts (CEMAGREF), en France, José Martinez, est venu témoigner. « La Bretagne occupe 6 % de la superficie agricole de la France, mais produit plus de la moitié des effluents d'élevage, rejetant ainsi de l'azote et du phosphore en excès, nettement au-dessus de

la norme européenne, décrit le chercheur Martinez. Ces surplus polluent l'eau souterraine et de surface. De plus, des microbes présents dans le lisier, comme les salmonelles, représentent des risques sanitaires et certains métaux atteignent un seuil toxique, comme le zinc. »

Comme ici, l'épandage des lisiers de porcs et de bovins est en France la principale source d'odeurs, poursuit le chercheur, également professeur auxiliaire à l'Université McGill. « Mais le lisier est un fertilisant, si on l'applique correctement, répète M. Martinez. Il faut réduire la pollu-



PHOTO: HUBERT BROCHARD

José Martinez, chercheur en gestion environnementale des fumiers et déchets, en France, a démystifié la pollution provenant de la production porcine.

tion à la source et revoir la conception des bâtiments, la maîtrise des émissions, la fertilisation, le traitement et l'exportation des sous-produits [...], dit le scientifique. Par exemple, on peut diminuer les rejets d'azote des deux tiers en réduisant de 20 % à 14 % l'azote dans les aliments. »

À la croisée des chemins

Lionel Levac, journaliste, commentateur et chroniqueur en agriculture et en alimentation à Radio-Canada, se désolé que les choses aient peu évolué. « Malgré le moratoire, le BAPE, les révisions réglementaires, rien n'a vraiment changé, constate M. Levac. Les assemblées publiques sur les projets d'implantation de ferme porcine sont tout simplement une nouvelle tribune d'affrontement entre les citoyens et les producteurs! » Mais il est clair, selon lui, que la production porcine doit redevenir rentable si on veut que les éleveurs améliorent leurs pratiques de respect environnemental. Comment? « En misant par exemple sur des viandes typées, bio, sans antibiotique comme facteur de croissance, suggère-t-il. Et pas seulement en petits volumes. De gros joueurs l'ont déjà compris. » Le journaliste propose que l'aide de l'État s'ajuste selon la contribution de la ferme à la protection de l'environnement. Par ailleurs, au Québec, plusieurs sources de litière faciliteraient la deuxième vie des déjections animales, avance-t-il aussi.

Un maire producteur

Richard Lehoux, producteur laitier, est maire de Saint-Elzéar, préfet de la MRC de la Nouvelle-Beauce et membre de la Commission permanente sur l'aménagement du territoire, l'agriculture et l'environnement de la Fédération québécoise des municipalités (FQM). « Les non-agriculteurs doivent accepter certains inconvénients reliés à l'agriculture », signale M. Lehoux.

Propos des participants

L'assemblée comptait plus de 200 participants : producteurs agricoles (environ 10 %), représentants des municipalités, des autres paliers de gouvernement et des institutions de recherche et d'enseignement, étudiants et autres. « Dans les discussions avec la population sur la production porcine, on embarque trop vite dans l'irrationnel, témoigne Claude Lavoie, producteur de porcs, conseiller municipal et membre du comité consultatif agricole de Saint-Pascal, dans la MRC de Kamouraska. J'ai hâte qu'on parle des choses vraies, du rationnel. Dans mon coin, il y a beaucoup de production laitière, qui se fait de plus en plus avec une gestion liquide des fumiers. Mais les gens ne savent pas faire la différence entre les lisiers bovin et porcin et nous sommes souvent pointés du doigt. » M. Lavoie ajoute que l'écoconditionnalité doit être incitative et non pas coercitive.

Cécilien Berthiaume, producteur de porcs à Saint-Elzéar et président de la coopérative de fertilisation organique Fertior, utilise dans ses fermes des systèmes de traitement de lisier. « Nous nous sentons un peu comme si notre voisin surveillait chaque jour notre pelouse, en nous disant quoi faire avec, lance M. Berthiaume. Nous avons fait beaucoup d'efforts depuis 20 ans, mais certains d'entre nous ont fait faillite, malgré tout. À Sainte-Marie, en Beauce, le festival Gigue en fête se tient durant l'été. Tout le monde s'est mis d'accord pour qu'il n'y ait plus d'épandage durant cette fête et les fins de semaine. Les relations sont maintenant très agréables. »

L'apport de la recherche

Candido Pomar est chercheur au Centre de recherche et de développement sur le bovin laitier et le porc d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), à Sherbrooke. Il explique comment la recherche en production porcine effectuée au Québec améliorera la cohabitation.

Il est devenu courant de servir deux ou trois moulées différentes aux porcs à l'engrais. « Ainsi, on suit mieux les besoins nutritionnels des porcs durant leur croissance et on réduit les apports excessifs en azote et en phosphore et donc leur rejet dans le lisier et l'environnement », explique le scientifique. Mais lui et ses collègues du centre de recherche ont fait mieux : en ajustant chaque jour dans la moulée la proportion de deux prémélanges, au moyen d'un appareil québécois et d'un logiciel à eux, ils ont réduit les rejets d'azote de 12 % et devraient

réduire davantage les rejets de phosphore. En fait, ce dispositif permettra la mise au point d'un automate nourricier intelligent qui ajustera l'alimentation quotidiennement, pour chaque animal, en réduisant les coûts de production et les nuisances environnementales, et en optimisant la qualité de la viande!

Le centre de recherche d'AAC étudie aussi le traitement des lisiers de porcs : filtration et décantation du lisier à l'aide de la floculation-coagulation, filtration membranaire de la fraction liquide du lisier (qui donne un concentré azoté et potassique et... des eaux de lavage pour les bâtiments!), production de biogaz et réduction des odeurs et des microbes par digestion anaérobie dans un réacteur près de la fosse, capture par biofiltre des odeurs et du méthane, etc.

La recherche se fait collaborative. Un exemple : l'IRDA, la Direction de la santé publique de la Montérégie et l'Hôpital Laval étudient les concentrations dans l'air des gaz nuisibles, des odeurs et des bactéries à proximité de fermes porcines, grâce à un laboratoire mobile.

Ce dernier a tenu sept assemblées publiques sur des projets d'implantation ou d'agrandissement de ferme porcine. « J'appelle ces assemblées des "sessions d'information" plutôt que des consultations, puisque à cette étape les pro-



De g. à d., Alfred Marquis, ingénieur et professeur retraité de l'Université Laval, Jeannine Messier, productrice et Susie Dubois, mairesse de Rougemont.

La Bretagne crie « Eau secours! »

La fin de semaine suivant cette rencontre, *Eau secours!*, la Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau, tenait à Montréal le Forum citoyen sur l'eau et l'agriculture. Le professeur de physique et de chimie à la retraite Gérard Borvon, du groupement S-eau-S (Bretagne), et Jean-Paul Guyomarc'h, du groupement Eau & Rivières de Bretagne, ont mis en évidence les erreurs des agriculteurs bretons. Cette région de France est lourdement affectée par des excès de nitrates et de phosphates provenant en grande partie des élevages. L'an dernier, les autorités ont fermé quatre points de captage d'eau dont la teneur en nitrates et en phosphates dépassait les normes européennes. Les plages de la Bretagne sont envahies par une grande algue verte, l'ulve ou « laitue de mer », stimulée par ces engrais provenant des champs avoisinants.

« Pour contrer ce problème, nous suggérons le retour de l'élevage porcin sur litière de paille ou de sciure de bois, et une meilleure répartition des fermes porcines à travers toute la France », explique M. Borvon à *Porc Québec*. Certains producteurs ont réduit la taille de leur élevage pour faciliter ce retour sur litière. « Cela n'est pas un frein à la rentabilité: je connais des éleveurs très prospères qui n'ont que quelques dizaines de truies », note ce militant. Gérard Borvon participe à la création de petits marchés et de coopératives d'achat et de vente de produits biologiques qui arrivent à bien faire vivre les petits producteurs des régions.

Stéphane Nourry, gestionnaire des cours d'eau et inspecteur régional de la MRC de Nicolet-Yamaska, a expliqué au colloque d'Eau Secours! comment sa municipalité, la seule au Québec, a réussi à imposer des bandes riveraines de 10 mètres (m) le long de ses rivières importantes en zone agricole. Rappelons que la loi québécoise interdit l'épandage de déjections animales à moins de 1 à 3 m des cours d'eau. Il y a 20 ans, ces limites étaient de 5 m (et de 30 m sur les bords d'un cours d'eau protégé). Malgré

un premier refus, la MRC a fait adopter son règlement. « Cette largeur de 10 m aide à préserver notre biodiversité et notre eau, insiste M. Nourry. Elle n'enlève au total que 3,4 hectares de terres labourables, dans 26 fermes en tout. Sur cette largeur, il est plus facile de planter des arbres et des arbustes, qui protègent mieux les berges et qui créent un refuge pour la flore et la faune. Ainsi, on y trouve davantage de prédateurs qui chassent les rongeurs, grands destructeurs des talus et des champs. » Le gestionnaire ajoute que pour 50 % des terres agricoles qu'il inspecte, les bandes riveraines de 3 m ne sont pas respectées.

La coalition *Eau Secours!* aimerait un resserrement des normes sur les bandes riveraines et l'adoption de normes régulant l'azote et d'autres contaminants de l'eau, pour compléter la norme phosphore. « Nos lois sont désuètes, note Martine Chatelain, vice-présidente à la gestion pour *Eau secours!* » Dans une de ses publications, l'organisme note les problèmes croissants subis par nos cours d'eau, mais souligne les efforts consentis par les producteurs agricoles du Québec.

« Sans nous attaquer à quiconque, nous voulons communiquer pour faire avancer le dossier de l'eau qui est très préoccupant », insiste M^{me} Chatelain.

jets sont déjà acceptés par le ministère de l'Environnement », précise-t-il.

Richard Lehoux insiste: « Il faut avoir une communication entre les mondes agricole et municipal, pour travailler ensemble. Et le gouvernement doit faire davantage confiance aux MRC qui, par les comités consultatifs agricoles, peuvent aménager une cohabitation harmonieuse. »

Un vrai dialogue

En après-midi, un débat a réuni la mairesse de Rougemont et préfète de la MRC de Rouville, Susie Dubois, une productrice de porcs et de grandes cultures de Saint-Valérien-de-Milton, Jeannine Messier, ainsi que l'ingénieur et professeur retraité de l'Université Laval, Alfred Marquis.

Quel modèle de production porcine serait idéal pour le Québec? Selon Jeannine Messier, la ferme porcine actuelle est un bon point de départ.

« Nous implantons déjà des brise-vent, commençons à installer des toitures sur les fosses, avons déjà adopté les rampes basses d'épandage et les bols économiseurs d'eau... », dit cette productrice dont l'entreprise (la Ferme M & M) a été finaliste au concours de la ferme porcine de l'année au



À Saint-Michel-en-Grève, entre autres lieux de Bretagne, les ulves ou «laitues de mer» envahissent la plage au cours de l'été, stimulées par les effluents des élevages avoisinants.

PHOTO: BERNADETTE DUJESART



PHOTO: GÉRARD BORVON

« Le dialogue, l'honnêteté et la transparence sont des actions vitales à entreprendre... »

gala Cérès et a gagné la médaille de bronze de l'Ordre national du mérite agricole. M^{me} Messier veut conserver le système de mise en marché collective, mais en lui faisant subir une cure d'amaigrissement administrative et en adoptant des lois privilégiant l'approvisionnement local dans les établissements.

Pour sa part, la mairesse de Rougemont croit qu'il faut améliorer le modèle actuel à partir des expériences vécues et diversifier la production sans tout miser sur l'exportation. « Oui, la production porcine doit rester compétitive et durable, mais la concertation et le respect de l'environnement sont incontournables, et il faut respecter tout le monde à la fois », soutient Susie Dubois.

« La production porcine doit être rentable et compétitive, de la ferme

jusqu'à la transformation », affirme Alfred Marquis, ex-commissaire à la Commission sur le développement durable de la production porcine au Québec. « De plus, il faut différencier la production pour une valeur ajoutée locale, dit-il. On doit aussi améliorer les bâtiments, l'équipement et le traitement des lisiers, et valoriser les déchets d'abattage pour la production d'énergie. »

Que doivent accomplir, en priorité, les producteurs de porcs? « Ils doivent encore mieux informer leurs voisins de leurs bons coups en environnement, s'asseoir à la même table qu'eux et faire visiter leur ferme, comme ça se fait dans l'industrie », répond Susie Dubois. « Le dialogue, l'honnêteté et la transparence sont des actions vitales à entreprendre par toute la chaîne de la production porcine, propose

M. Marquis. Se faire passer un projet de force, ça fait mal. » Pour M^{me} Messier, l'action prioritaire des producteurs est la valorisation de la profession. « Oui, la distance est grande et la désinformation est difficile à briser, mais les gens aiment nous rencontrer, remarque-t-elle. L'approche de personne à personne, ça marche. » Elle-même participe à diverses rencontres, comme le Salon national de l'environnement au Vieux-Port de Montréal et le programme « Camp d'un jour », grâce auquel des jeunes élèves passent une journée à la ferme.

Quel rôle doivent jouer les municipalités? « Nous aimerions que les municipalités préconisent la simplicité, le libre arbitre et la souveraineté alimentaire », enchaîne Jeannine Messier. La mairesse de Rougemont, elle, regrette que les municipalités ne puissent agir qu'au chapitre des schémas d'aménagement et des règlements de contrôle intérimaire. « Le gouvernement a toujours le dernier mot, dit-elle. Nous aimerions planifier sans devoir nous justifier de façon incroyable! » M. Marquis se fait optimiste: « Il y a une multitude d'efforts qui ont déjà été faits avec des résultats positifs. Les possibilités sont infinies quand les forces se rejoignent! » ♪